



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Evaluation de l'AERES sur l'unité :

UMR de droit comparé de Paris

sous tutelle des

établissements et organismes :

Université Paris 1 - Panthéon-Sorbonne

Centre National de la Recherche Scientifique



Janvier 2013



agence d'évaluation de la recherche
et de l'enseignement supérieur

Section des Unités de recherche

Le Président de l'AERES

Didier Houssin

Section des Unités
de recherche

Le Directeur

Pierre Glaudes



Notation

À l'issue des visites de la campagne d'évaluation 2012-2013, les présidents des comités d'experts, réunis par groupes disciplinaires, ont procédé à la notation des unités de recherche relevant de leur groupe (et, le cas échéant, des équipes internes de ces unités). Cette notation (A+, A, B, C) a porté sur chacun des six critères définis par l'AERES.

NN (non noté) associé à un critère indique que celui-ci est sans objet pour le cas particulier de cette unité ou de cette équipe.

Critère 1 - C1 : Production et qualité scientifiques ;

Critère 2 - C2 : Rayonnement et attractivité académique ;

Critère 3 - C3 : Interaction avec l'environnement social, économique et culturel ;

Critère 4 - C4 : Organisation et vie de l'unité (ou de l'équipe) ;

Critère 5 - C5 : Implication dans la formation par la recherche ;

Critère 6 - C6 : Stratégie et projet à cinq ans.

Dans le cadre de cette notation, l'unité de recherche concernée par ce rapport et ses équipes internes ont obtenu les notes suivantes :

- Notation de l'unité : **UMR de droit comparé de Paris**

C1	C2	C3	C4	C5	C6
A+	A+	A	A+	A+	A

- Notation de l'équipe : **CERAP**

C1	C2	C3	C4	C5	C6
A+	A	A	B	A+	NN

- Notation de l'équipe : **Centre Recherche Droit constitutionnel**

C1	C2	C3	C4	C5	C6
A+	A+	A+	A	A	NN



Rapport d'évaluation

Nom de l'unité : UMR de droit comparé de Paris

Acronyme de l'unité :

Label demandé : UMR

N° actuel : 8103

Nom du directeur
(2012-2013) : M^{me} Hélène RUIZ FABRI

Nom du porteur de projet
(2014-2018) : Pas d'information à ce jour

Membres du comité d'experts

Président : M. Michel BELANGER, Université Bordeaux 4

Experts :

- M. Jean-Luc ALBERT Université d'Auvergne, Clermont-Ferrand, (représentant du CNU)
- M. Eric DE MARI, Université Montpellier 1, (représentant du CoNRS)
- M^{me} Frédérique FERRAND, Université Lyon 3
- M^{me} Pascale IDOUX, Université Montpellier 1
- M. Henri LABAYLE, Université de Pau et des pays de l'Adour, Pau
- M. Stéphane PIERRE-CAPS, Université de Lorraine, Nancy

Délégué scientifique représentant de l'AERES :

M. Louis-Augustin BARRIERE

Représentant(s) des établissements et organismes tutelles de l'unité :

M. Florent CHAMPY, représentant du CNRS

M^{me} Yvonne FLOUR, Vice-Présidente de l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne



1 • Introduction

Historique et localisation géographique de l'unité :

L'UMR de Droit comparé a été créée en 1997 et sa première directrice en a été M^{me} Mireille DELMAS-MARTY. Elle était initialement une entité regroupant le CNRS, l'Université Paris et l'Université Paris 2. Elle a été restructurée en 1999 en partenariat avec le CNRS et l'Université Paris I.

Peu à peu l'UMR a incorporé diverses équipes de recherche (notamment le Centre Droit, Sciences et Techniques, ainsi que des chercheurs du Centre d'histoire du droit et du Laboratoire d'anthropologie juridique).

En 2003, la directrice adjointe, M^{me} Hélène RUIZ FABRI, est devenue directrice de l'UMR. Les locaux de l'UMR sont situés au 9, rue Malher 75004 Paris. Les bureaux de l'UMR occupent le 4^{ème} étage du bâtiment (199 m²) alors que la bibliothèque est située au premier étage (331 m²).

A compter du 1^{er} janvier 2014, le Centre de Recherches en Droit Constitutionnel (EA 137) et le Centre d'Etudes et de Recherches en Administration Publique (EA 142) doivent intégrer l'UMR de Droit comparé.

Équipe de Direction :

La directrice actuelle de l'UMR est le professeur M^{me} Hélène RUIZ FABRI, dont le second mandat de directrice prendra fin en 2014. La directrice adjointe est M^{me} Christine NOVILLE, directeur de recherche au CNRS.

La direction est assistée d'un secrétariat général, assuré par M^{me} Sophie Guy, ingénieur d'études CNRS.

La gestion financière de l'unité est suivie par un technicien CNRS (qui part, toutefois, en détachement en 2013 au Ministère de l'Intérieur) et un agent contractuel CNRS.

Nomenclature AERES :

SHS2_1



Effectifs de l'unité :

* Les chiffres figurant dans la colonne projet intègrent les effectifs de l'UMR 8103 tels que résultant de l'intégration en son sein du CERAP et du CRDC.

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014	2014-2018 Nombre de produisants du projet
N1 : Enseignants-chercheurs titulaires et assimilés	17	32*	30*
N2 : Chercheurs des EPST ou EPIC titulaires et assimilés	2	5*	4*
N3 : Autres personnels titulaires (n'ayant pas d'obligation de recherche)	3	4*	
N4 : Autres enseignants-chercheurs (PREM, ECC, etc.)	4	6*	6*
N5 : Autres chercheurs des EPST ou EPIC (DREM, Post-doctorants, visiteurs etc.)			
N6 : Autres personnels contractuels (n'ayant pas d'obligation de recherche)	4	1*	
TOTAL N1 à N6	30	48*	40*

Taux de producteurs	93 %*
---------------------	--------------

Effectifs de l'unité	Nombre au 30/06/2012	Nombre au 01/01/2014
Doctorants	141	
Thèses soutenues	73	
Post-doctorants ayant passé au moins 12 mois dans l'unité *	2	
Nombre d'HDR soutenues	0	
Personnes habilitées à diriger des recherches ou assimilées	17	29*



2 • Appréciation sur l'unité

Points forts et possibilités liées au contexte :

L'UMR de Droit Comparé a une activité très forte qui se traduit par sa riche production scientifique et par sa participation à divers projets ANR ou projets européens de grande dimension. La recherche est très diversifiée, ce qui est à la fois une richesse et un risque. Cela s'explique par l'intégration, au fil du temps, de diverses équipes et de nouveaux chercheurs (par exemple en histoire ou en anthropologie du droit) auxquels une place a été faite et dont les projets ont été soutenus par l'UMR.

La gouvernance de l'UMR est de très bonne qualité. La direction est à la fois dynamique et fédératrice et, tout en appliquant des principes rigoureux en matière de financement des différents axes (financement uniquement sur projet, accompagné d'une transparence sur les moyens de l'unité de recherche), adopte une approche ouverte et intégrative qui n'est pas toujours aisée en raison de la diversité des champs de recherche couverts et de l'absorption de centres qui, initialement, ne faisaient pas de droit comparé. Le défi, lourd à relever, semble toutefois l'avoir été grâce à une information régulière de tous les membres de l'unité sur les projets envisagés et en cours de réalisation ainsi que par une écoute attentive des porteurs de projets par la direction.

La bibliothèque de l'UMR est également un élément important de cohésion pour les chercheurs, et notamment pour les docteurs et doctorants, qui y trouvent non seulement une documentation riche et de qualité, mais également un lieu de contact et d'échanges qui fait naître et conforte le sentiment d'appartenance à l'unité.

Points à améliorer et risques liés au contexte :

Différents risques doivent être soulignés.

Sur le *plan scientifique*, l'intégration prévue de deux nouveaux centres (le CERAP et le CRDC) devra être soigneusement encadrée afin de ne pas faire perdre de la cohérence au projet de l'unité, qui est déjà extrêmement diversifié. À ce titre la volonté exprimée par l'un des centres (le CRDC) de bénéficier d'une gestion de type « fédéral » est susceptible d'accentuer les difficultés quant à la dispersion des objectifs scientifiques. Au total, la venue de seize nouveaux chercheurs (soit presque autant que ceux qui sont actuellement intégrés à l'UMR) va sans doute modifier les équilibres et une vigilance sera nécessaire tant pour intégrer ces nouveaux chercheurs et leurs champs de recherche respectifs au programme d'ensemble de l'unité que pour ne pas asphyxier le personnel administratif dont les tâches sont déjà extrêmement lourdes.

Sur le *plan administratif*, l'UMR a régulièrement perdu du personnel depuis plusieurs années. Le personnel actuellement en poste, très engagé et dévoué mais déjà surchargé de travail, ne pourra sans doute pas faire face à l'accroissement des tâches provoqué par l'intégration de deux nouveaux centres (CERAP et CRDC). Il est nécessaire que les instances de tutelle envisagent un renforcement sur ce point.

Sur le *plan financier*, le bilan témoigne d'une baisse du niveau d'engagement du CNRS depuis plusieurs années (la dotation financière du CNRS à l'UMR a baissé de 44% depuis 2007, mais augmentera de 6% en 2013). L'Université Paris 1, qui a modifié ses critères d'affectation des moyens aux équipes, a jusque là compensé cette diminution. Mais la situation demeure fragile.

Sur le *plan des locaux*, l'espace accordé à l'UMR au Centre Malher est exigu. Les chercheurs ne disposent d'aucun bureau et cette situation constitue un obstacle à des rencontres de travail et des échanges. Il est souhaitable que l'emménagement dans de nouveaux locaux (Caserne Lourcines) permette d'améliorer la situation actuelle.



Recommandations :

Il est indispensable que l'UMR de Droit comparé, qui a déjà subi des pertes en termes de personnel, conserve les moyens humains de fonctionner correctement et de gérer les lourds projets scientifiques dont elle est porteuse. A cette fin, le personnel administratif, et notamment gestionnaire, devrait être maintenu et même renforcé.

L'extension du périmètre de l'UMR de Droit comparé par l'intégration de deux nouveaux centres (CERAP et CRDC) et, par conséquent, de 16 nouveaux chercheurs est un défi lourd qui nécessitera :

- une vigilance pour respecter les équilibres nécessaires,
- un accroissement du personnel administratif,
- une stratégie pour assurer la cohérence scientifique de l'Unité.

Pour garantir la réussite du projet, la personnalité du directeur pour le contrat quinquennal 2014-2019 sera essentielle.



3 • Appréciations détaillées

Appréciation sur la production et la qualité scientifiques :

Le bilan scientifique est excellent. Les axes de recherche retenus pour le dernier contrat sont tellement denses et divisés en de nombreux sous-axes qu'il est difficile d'en rendre compte. Pour synthétiser, on retiendra que cinq grands axes de recherche avaient été définis : 1° Mondialisation/Globalisation ; 2° Economie et droit ; 3° Droit, sciences et techniques ; 4° Histoire des droits communs ; 5° Anthropologie juridique. L'axe le plus développé a été le premier (Mondialisation/Globalisation), qui a donné lieu à une histoire comparée de la juridiction administrative, à des séminaires de droit franco-allemand, à des études de droit constitutionnel européen, de droit pénal comparé et européen, mais aussi à des travaux sur les réseaux internationalisation du droit et internormativité dans l'espace pénal, sur le féminisme et le droit international, sur les figures de l'internationalisation du droit, sur l'europanisation du droit, sur l'humanisme juridique critique pris selon divers angles, sur la place et le rôle du juge dans la mondialisation du droit, ou encore les interactions entre espaces normatifs). L'axe « Economie et Droit » a abordé les marchés publics, les autorités de régulation et les services publics en droit comparé. L'axe « Droit, Sciences et Techniques » a suivi une très forte politique de recherche sous contrat dans de nombreux domaines. L'axe « Histoire des droits communs », a renouvelé son approche sur l'histoire de la pensée juridique moderne en insistant désormais sur la pluralité des droits communs et sur la question des identifications juridiques afin de travailler sur les fondements des qualificatifs de droit commun attribués à telle ou telle catégorie de norme. Enfin, l'axe « Anthropologie juridique » a conduit une analyse comparée de pratiques citoyennes du droit et de leurs effets en termes de transformation sociale (Afrique, Europe et Amérique latine) ; les peuples autochtones ont également fait l'objet d'une étude, de même que les crises électorales africaines, les questions de genre et la place de la médiation dans la société. Le bilan de l'UMR atteste du dynamisme de la recherche, du nombre de projets conduits et de leur haut niveau.

Les publications dans le cadre de l'UMR de Droit comparé sont également nombreuses et de qualité. L'UMR dispose de sa propre collection (éditeur : Société de Législation Comparée) dans laquelle ont paru 16 ouvrages au cours du dernier contrat (28 ouvrages ont été publiés depuis la naissance de la collection, et 5 nouvelles publications sont en cours). De mêmes, trois revues sont publiées ou bien sous les auspices de l'UMR, ou bien avec son soutien.

La thématique générale de recherche de l'Unité porte sur l'articulation des espaces normatifs et la circulation des concepts juridiques. La recherche à partir de cette thématique est répartie en cinq axes (mondialisation/globalisation ; droit, sciences et techniques ; économie et droit ; histoire des droits communs ; anthropologie juridique). Les publications collectives traduisent le souci d'une interdisciplinarité enrichissante et parfois indispensable, comme dans le domaine de recherche « droit, sciences et techniques ». Ces travaux sont de haut niveau, toujours ouverts sur les aspects internationaux et comparés. Dans de nombreux domaines, les travaux de l'unité sont extrêmement novateurs et témoignent d'une maîtrise excellente d'un champ de recherche, reconnue sur le plan tant national qu'international.

La production individuelle des chercheurs rattachés à l'UMR est également riche et de très bonne qualité, dans des champs variés et sur des thématiques parfois originales et souvent très actuelles. Les supports de publications sont en général de renom, et étrangers pour une part non négligeable de la production scientifique des chercheurs de l'unité.

La participation à des projets européens ou ANR implique de nombreuses collaborations avec des universités françaises et étrangères ainsi qu'avec d'autres organismes.

Il est toutefois recommandé de rechercher une réelle unité sur le plan scientifique, notamment en rationalisant les axes et sous-axes de recherche de l'unité.

Appréciation sur le rayonnement et l'attractivité académiques :

Le rayonnement et l'attractivité académiques sont importants. Ils se traduisent de différentes façons :

- participation, souvent comme porteur de projet, à de nombreuses recherches (ANR, projets européens, projets financés par la région Ile de France ou d'autres entités) ;

- collection d'ouvrages de l'UMR, publiés à un rythme soutenu et contenant en général une approche comparée et/ou transdisciplinaire ;



- importantes publications individuelles des chercheurs de l'unité dans des champs variés et dans des ouvrages ou revues tant nationaux qu'internationaux ;
- implication dans diverses revues juridiques ;
- recherches comparées en collaboration avec des universités étrangères réputées, avec publication des résultats de la recherche ;
- colloques internationaux organisés par l'unité et participation de ses membres à de nombreuses manifestations nationales et internationales ;
- obtention de divers prix par plusieurs chercheurs de l'unité ;
- l'UMR a été et est encore laboratoire d'accueil de plusieurs chaires d'excellence Tocqueville Fulbright (collègues américains notamment) et accueille actuellement une chaire d'excellence CNRS ;
- parmi les membres de l'unité figurent un membre du Collège de France, un membre de l'Académie des sciences morales et politiques, trois membres de l'IUF.

Appréciation sur l'interaction avec l'environnement social, économique et culturel :

L'interaction avec l'environnement social, économique et culturel varie selon les axes de recherche de l'UMR. Elle est particulièrement forte dans certains domaines, par exemple pour le Centre « Droit, Sciences et techniques », qui dispose d'une équipe restreinte mais témoigne d'une forte dynamique des projets, s'investit dans des institutions politiques de réseau, aborde des thématiques très actuelles - conflits d'intérêts, recherche biomédicale sur la personne humaine, don de produits du corps humain - et diffuse le résultat de ses recherches de plus en plus en langue anglaise. Ce centre est également membre du Réseau risques et sociétés du GDR CNRS « Droit, Sciences et techniques » et certains de ses membres font partie d'instances nationales.

Cette interaction est également importante dans l'axe « Economie et droit », qui traite dans une optique comparative de nombreux thèmes juridiques, sociaux et économiques actuels essentiels pour les pouvoirs publics (marchés publics, autorités indépendantes de régulation, services publics...).

Il en va de même des recherches conduites en droit pénal, qui s'intègrent dans des problématiques et évolutions actuelles en Europe ; la participation à des projets financés par la Commission européenne (notamment sur la place de la victime) en lien avec d'autres universités européennes permet de formuler des propositions de standards européens et de diffuser les résultats de l'étude par un colloque international. Des liens sont aussi mis en place entre historiens du droit et chartistes ainsi qu'avec l'EHSS.

Plusieurs membres de l'UMR appartiennent en outre à diverses instances politiques, sociales ou techniques telles que la Commission nationale consultative des droits de l'homme, Commission chargée de la rénovation et de la déontologie de la vie publique, Haut Conseil des biotechnologies ou autre.

Appréciation sur l'organisation et la vie de l'unité :

1° La direction de l'UMR

La direction est efficace et fédératrice. Une volonté forte existe de faire en sorte que la pluridisciplinarité ne se traduise pas par une dispersion des recherches et des forces vives. L'équilibre est ontologiquement fragile en raison même de la constitution de l'UMR et de l'intégration peu à peu de nouveaux centres aux thèmes de recherche variés. Une telle UMR nécessite, pour être dirigée au mieux, une réelle connaissance tant de l'histoire de l'unité que de ses membres et axes de recherche.

La gouvernance financière est satisfaisante. Elle repose sur une attribution de fonds par projet, et non pas par centres ou axes, ce qui permet de dynamiser la recherche et ne semble léser aucun des axes de recherche. Le conseil de laboratoire semble être une entité essentiellement appelée à entériner les choix et décisions réalisés dans le consensus des membres de l'Unité.



2° L'organisation administrative de l'UMR

Le comité note une fragilité matérielle due à une importante perte de moyens au cours des dernières années, ce qui suspend la réalisation du travail de gestion financière et administrative à l'activité des deux membres du personnel administratif, surchargés. Le comité exprime son inquiétude pour l'avenir, face à un personnel compétent et dévoué mais au bord de l'épuisement et en nombre insuffisant pour faire face aux lourdes tâches liées au dynamisme de l'équipe de chercheurs. La gestion financière de l'UMR nécessiterait deux personnes.

Quant au secrétariat général, le comité s'étonne que dans une telle institution, la secrétaire générale n'ait pas le rang d'ingénieur de recherche.

La faiblesse des moyens en personnel impose de traiter en priorité les questions les plus urgentes, ce qui rend difficile, par exemple, la gestion du site internet de l'UMR ou encore la communication sur ses activités scientifiques et ses publications.

Appréciation sur l'implication dans la formation par la recherche :

L'UMR de Droit comparé a pris en compte les remarques formulées lors de la dernière évaluation de l'AERES. Elle a considérablement amélioré son encadrement des doctorants, et ce, en coordination avec l'Ecole doctorale de droit comparé, qui a le même périmètre que l'UMR.

L'information des doctorants sur les manifestations scientifiques et la vie de l'unité se fait par le biais d'une liste de diffusion. Des séminaires méthodologiques et des ateliers scientifiques sont proposés par l'Ecole doctorale de droit comparé, en liaison avec des membres de l'UMR. Des efforts sont faits pour suivre les doctorants dans la progression de leur thèse et pour les former sur le plan méthodologique.

L'UMR accueille de nombreux doctorants étrangers. Le taux de thèses financées est de près de 50%. 17 thèses sont en cotutelle. Au sein de l'unité ont été créées des associations de jeunes chercheurs. Des rencontres de jeunes chercheurs sont également organisées. Les doctorants interviennent dans certains colloques et participent à diverses publications, notamment mais pas uniquement dans la Revue de science criminelle et de droit pénal comparé.

La bibliothèque de l'UMR joue un rôle important pour les échanges entre doctorants ainsi qu'entre doctorants et chercheurs. Comme les autres chercheurs, les doctorants peuvent formuler des demandes d'achat d'ouvrages auprès de la directrice de la bibliothèque. Cette dernière semble être un important facteur d'intégration dans l'unité. Les doctorants ont d'ailleurs réalisé son portail documentaire sur internet.

A l'UMR sont adossées huit spécialités du Master 2 de droit comparé (1° Histoire de la pensée juridique moderne ; 2° Globalisation et pluralisme juridique ; 3° Droit public comparé européen ; 4° Droit pénal et politique criminelle en Europe, avec une option Droit comparé et une option Justice et procès ; 5° Droit anglo-américain ds affaires ; 6° Droits africains ; 7° Droit des pays arabes ; 8° Anthropologie du droit. Tous sont des Masters 2 recherche, sauf le Master 2 Globalisation et pluralisme juridique qui ne semble pas fléché. Ce sont en général des enseignants-chercheurs de l'UMR qui dirigent ces spécialités.

Dans le cadre du prochain contrat, avec l'intégration de deux nouveaux centres (CERAP et CRDC), de nouveaux Masters 2 seront adossés à l'UMR (Master 2 de Contentieux public et Master 2 de Droit constitutionnel et de Droits fondamentaux). Le périmètre de l'UMR ne correspondra alors plus exactement à celui de l'Ecole doctorale de droit comparé, car les doctorants des deux centres intégrés à l'UMR relèvent de l'Ecole doctorale de droit public et de droit fiscal.

Appréciation sur la stratégie et le projet à cinq ans :

Le projet scientifique pour les cinq ans à venir témoigne d'un dynamisme tout aussi fort que lors des contrats précédents. Les partenariats académiques et extra-académiques demeureront nombreux et diversifiés.

Les axes prévus pour le nouveau contrat sont pour partie les mêmes qu'antérieurement, mais avec des nuances et ajouts. Un premier axe est consacré à « l'évolution des modèles juridiques ». Il distingue approches conceptuelles (sur les concepts de responsabilité, de don, de personne humaine, d'impartialité à travers la question des conflits d'intérêts, de changement juridique ou encore de service public) et approches comparatives synthétiques (droit administratif comparé) et comprend également un projet d'Histoire de la pensée juridique européenne et un projet en Anthropologie du droit.



Nombre de ces thèmes sont la continuation des recherches entreprises sous l'ancien contrat. Un deuxième axe aborde « les interactions entre espaces normatifs », qui est une des spécialités de l'UMR et qui servira de support à plusieurs projets, notamment sur les droits fondamentaux et leur rôle dans le mouvement de globalisation, ou encore sur l'action de la communauté internationale dans la lutte contre la piraterie maritime au large des côtes somaliennes. Un troisième axe porte sur « la régulation et les nouvelles formes de normativité ». Seront étudiées ici la construction d'un droit européen (avec le GDRE Nouvelles normativités en Europe, mais aussi la question d'un Code européen des contrats et de la régulation comme fonction de la puissance publique) ainsi que l'effectivité et la normativité (question du droit souple, soft law).

Un quatrième axe porte sur le « contentieux » et ne contient pas moins de cinq projets scientifiques touchant au droit constitutionnel comparé, à la théorie du droit, au contentieux international comparé, au contentieux administratif européen, aux transformations de l'administration de la justice et à l'impact des contentieux de masse sur l'évolution de la justice administrative. Enfin, un cinquième axe abordera « les mutations du droit constitutionnel ». Il s'agit là essentiellement de thèmes de recherche du CRDC, portant sur le contentieux constitutionnel comparé, la séparation des pouvoirs en France et à l'étranger, les rapports entre les ordres juridiques, les nouveaux objets du droit constitutionnel, l'organisation des Etats et la répartition des compétences en leur sein ou encore les grands débats doctrinaux. La richesse des thèmes de recherche prévus rend difficile une présentation claire et synthétique du projet scientifique de l'UMR.

Le comité s'interroge sur le risque d'une dispersion déjà existante et qui menace d'être accentuée par l'arrivée au sein de l'unité de deux nouvelles équipes. La cohérence du projet scientifique est difficilement perceptible, tant à l'intérieur d'une même discipline, le droit, les diverses matières éprouvent parfois, semble-t-il, quelques difficultés à entrecroiser les efforts de leurs spécialistes. Des synergies devraient être créées afin que les chercheurs puissent se retrouver sur des thèmes fédérateurs. Par exemple, des liens plus affirmés paraissent possibles entre anthropologues et historiens du droit, tandis que toutes les matières ont intérêt à croiser leurs projets avec l'axe centripète et originel du droit comparé.

Le défi de l'unité pour le prochain contrat quinquennal sera d'obtenir les moyens nécessaires à son existence, notamment en ce qui concerne ses locaux et son personnel administratif, de rassembler ses chercheurs autour de lignes-forces de recherche, de maintenir l'unité factuelle des chercheurs qui existe aujourd'hui en la renforçant par des mécanismes institutionnels et un programme de recherche intégrateur.



4 • Déroulement de la visite

Date de la visite :

Début : 18 janvier 2013 à 8 heures 30

Fin : 18 janvier 2013 à 18 heures

Lieu de la visite :

Centre Malher

Institution :

UMR Droit comparé de l'Université Paris 1

Adresse :

9, rue Malher 75004 - Paris

Locaux spécifiques visités :

Visite de la bibliothèque de l'UMR Droit comparé au 1^{er} étage du Centre Malher, 9, rue Malher, 75004 - Paris

Déroulement ou programme de visite :

En raison du projet d'absorption du Centre d'études et de recherches sur l'administration publique (CERAP) et du Centre de recherche en droit constitutionnel par l'UMR de droit comparé de Paris, le programme de la visite a été organisé de la manière suivante :

8 h 30 - 8 h 30 : rencontre avec les tutelles (M^{me} Y. FLOUR pour l'Université Paris I, M. F. CHAMPY pour le CNRS)

9 h 30 - 12 h 30 : rencontre avec la directrice de l'UMR, M^{me} H. RUIZ FABRI, les directeurs de centres intégrés et les directeurs d'axe : présentation générale de l'UMR, présentation des axes de recherche. Echanges.

12 h 30 - 13 h 45 : déjeuner avec Mme la directrice et les autres responsables de l'UMR (sur place).

13 h 45 - 14 h 15 : Visite de la bibliothèque de l'UMR en compagnie de M^{me} M. KRIVITZKY, directrice de la bibliothèque.

14 h 15 - 15 h : Audition des personnels de l'UMR (M^{me} S. GUY, secrétaire générale ; M^{me} S. DARIN, gestionnaire, M^{me} M. KRIVITZKY, directrice de la bibliothèque).

15 h - 16 h 30 : rencontre avec la directrice de l'UMR, Mme H. RUIZ FABRI, et les directeurs de centres dont l'intégration est prévu pour le prochain contrat (M^{me} M. DEGUERGUE pour le CERAP et MM. B. MATHIEU et M. VERPEAUX pour le CRDC).

16 h 30 - 17 h 15 : rencontre avec les doctorants de l'UMR, puis avec les doctorants du CERAP et du CRDC, équipes dont l'intégration à l'UMR est prévue.

17 h 15 - 18 h : réunion à huis clos du comité.

Points particuliers à mentionner :

M. Stéphane PIERRE-CAPS, président pressenti du comité, n'a pu être présent le jour de la visite.



5 • Statistiques par domaine : SHS au 10/06/2013

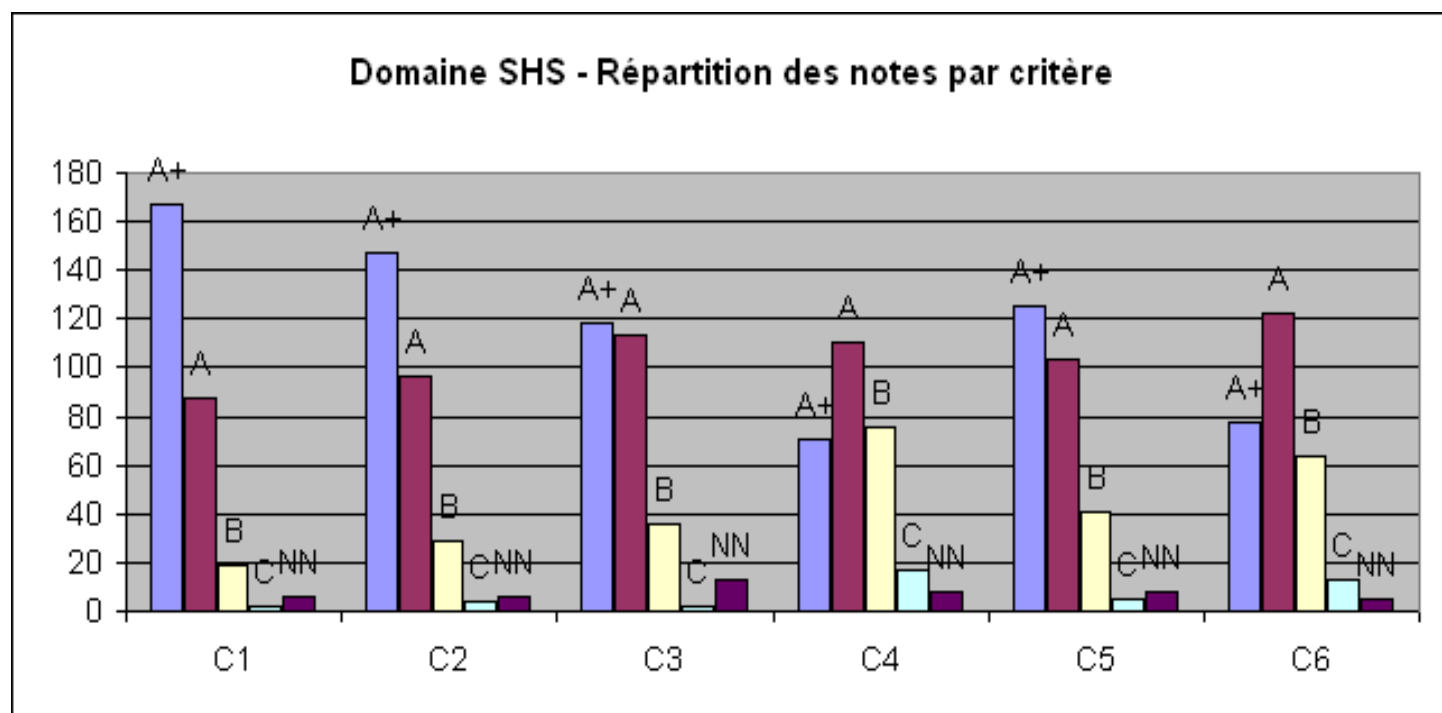
Notes

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	167	147	118	71	125	78
A	88	96	113	110	103	122
B	19	29	36	76	41	64
C	2	4	2	17	5	13
Non Noté	6	6	13	8	8	5

Pourcentages

Critères	C1 Qualité scientifique et production	C2 Rayonnement et attractivité académiques	C3 Relations avec l'environnement social, économique et culturel	C4 Organisation et vie de l'entité	C5 Implication dans la formation par la recherche	C6 Stratégie et projet à cinq ans
A+	59%	52%	42%	25%	44%	28%
A	31%	34%	40%	39%	37%	43%
B	7%	10%	13%	27%	15%	23%
C	1%	1%	1%	6%	2%	5%
Non Noté	2%	2%	5%	3%	3%	2%

Domaine SHS - Répartition des notes par critère





6 • Observations générales des tutelles

L'UMR de droit comparé n'a pas souhaité formuler d'observations.